Le Mexique entre l'intégration nord-américaine et la Chine

Mexico Between North American Integration and China

Mathieu Arès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6063>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6063](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6063)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Mathieu Arès, « Le Mexique entre l'intégration nord-américaine et la Chine », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 22 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6063>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Le Mexique entre l'intégration nord-américaine et la Chine

Matthieu Arès

Professeur adjoint, École de politique appliquée,
Université de Sherbrooke
Co-directeur de l'Observatoire des Amériques

*Le Mexique est en voie
d'atteindre son objectif
d'être un « Global Trader »*

2013 fut une année de transition au Mexique. Politique d'abord, avec l'entrée en fonction du Président Enrique Peña Nieto, fort actif, depuis, avec d'importantes initiatives dans les domaines, entre autres, de l'énergie, des télécommunications et de la fiscalité. Économique ensuite, avec une année marquée par une décélération de la croissance : elle atteint à peine 1,2 %, en raison notamment d'une demande internationale atone. Pour la plupart des observateurs, le ralentissement de l'année dernière apparaît plutôt conjoncturel et circonstanciel. Tous s'accordent pour dire que le Mexique connaîtra un réel rebond, les estimations situant la croissance de l'économie mexicaine en 2014 entre 3 et 4 %, l'un des meilleurs taux en Amérique latine (BBVA, 2013).

Enfin, la décennie du Mexique ?

Le Mexique paraît en bonne position de s'installer dans une croissance durable. Certains prophétisent même que dans la prochaine décennie le Mexique remplacera le Brésil comme la plus importante économie en Amérique latine. Sur le plan macroéconomique, l'inflation est sous contrôle, voire en diminution, et devrait se situer autour de 3,6 % cette année, le taux d'endettement externe ne représentera que 44 % du PIB et le déficit public, environ 3 % du PIB, est également sous contrôle (Banesto, 2014). Plus important, sur le plan interne, le Congrès mexicain a approuvé en novembre dernier le budget, avec une hausse appréciable de quelque 8,8 % des dépenses par rapport à l'an passé. Cette hausse, en particulier dans les investissements d'infrastructures (14 %), devrait à la fois soutenir l'emploi et améliorer la qualité des systèmes de communication et de transport.

Le Mexique devrait également bénéficier des effets de la réforme énergétique, qui pour la première fois depuis la nationalisation du secteur en 1938, autorise les investissements privés dans le secteur du pétrole

et du gaz. On s'attend à des investissements directs étrangers (IDE) de plus de 20 milliards de dollars annuellement dans le secteur, ce qui devrait permettre de rétablir le niveau de production grâce en particulier à la mise en production des gisements en eaux profondes du Golfe du Mexique, et d'amorcer la mise en exploitation du gaz de schiste. Enfin, le Mexique peut toujours compter sur un marché intérieur de plus de 100 millions d'habitants, sur la rente touristique ainsi que sur les volumineux transferts (*remesas*) provenant de ses ressortissants aux États-Unis, sans oublier qu'il bénéficie d'une position géographique stratégique dans les Amériques, entre les États-Unis et l'Amérique du Sud mais aussi entre l'Atlantique et le Pacifique. Mais, il y a plus pour soutenir l'optimisme ambiant.

Le Mexique se présente aujourd'hui comme l'un des pays les plus ouverts au commerce. Si l'ALENA et l'Amérique du Nord constituent toujours, et de loin avec près de 80 % de ses exportations et 50 % de ses importations, le socle de son insertion dans l'économie globale, le Mexique a su également diversifier ses partenariats économiques, ratifiant notamment des ententes commerciales avec l'Union européenne, le Japon et la plupart des autres pays latino-américains. Les accords de libre-échange qu'il conclue lui garantissent un accès privilégié aux marchés de pas moins de 44 pays. On ne peut non plus passer sous silence l'Alliance du Pacifique et le Partenariat transpacifique, deux initiatives récentes qui, si elles aboutissent devraient, ancrer le Mexique dans la principale zone de croissance mondiale, l'Asie. Bref, le Mexique semble en voie d'atteindre son objectif d'être un « *Global Trader* ». Seule la Chine pose vraiment problème.

Le Mexique a relevé le défi chinois

Les années 1990 furent celles de l'intégration économique de l'Amérique du Nord, voire celle des Amériques si l'on tient compte du projet avorté

d'une zone de libre-échange hémisphérique. Depuis les années 2000, la question de l'heure reste la Chine. Depuis son adhésion à l'OMC, la Chine s'est imposée comme partenaire incontournable des trois pays de l'ALENA ; elle est le premier partenaire des États-Unis et le second du Canada et du Mexique. En fait, les relations économiques bilatérales de ces trois pays avec la Chine se développent désormais plus rapidement que le commerce intra-régional. Mais, bien qu'en hausse, le volume relativement faible de biens exportés vers la Chine, pour l'essentiel des équipements de transport (véhicules) et quelques minéraux peu transformés (62 % du total en 2010), ne parvient toujours pas à rééquilibrer un tant soit peu un déficit commercial bilatéral avoisinant les 50 milliards de dollars et alimenté par l'importation massive de pièces d'automobiles et de biens électroniques (69 % du total en 2010) (Hernández Hernández, 2012 :71). Non seulement le dynamisme chinois remet-il en question les schèmes intégratifs en Amérique du Nord, mais force est aussi de constater que les trois parties à l'ALENA ont une approche différente vis-à-vis de leur partenaire chinois. Les États-Unis voient dans la Chine, à la fois, un concurrent stratégique à contenir et à amadouer et un marché offrant de juteuses occasions d'investissement. Le Canada, de son côté, espère surtout lui vendre ses abondantes ressources naturelles et à l'instar des États-Unis, il profite pleinement des produits chinois à bon marché. Bien avant d'être un rival commercial, la Chine est pour le Mexique un problème de taille, voire son talon d'Achille.

Le Mexique a été frappé de plein fouet dans la première décennie du millénaire par la concurrence chinoise. Le Mexique a ainsi vu des pans entiers de son secteur de réexportation (*maquila*) reculer devant celle-ci. Ce fut le cas notamment des industries du textile, du jouet et, d'une manière générale, de toutes les productions à faible intensité technologique et requérant beaucoup de manutention. De nombreuses usines d'assemblage ont été fermées ou le plus souvent délocalisées en Chine. Le réveil fut brutal, mais en même temps, ce choc extérieur a eu l'effet bénéfique de forcer le Mexique à se repositionner dans les secteurs à plus forte intensité technologique, comme l'automobile et l'électronique, c'est-à-dire là où l'avantage compétitif en termes de coûts de main d'œuvre n'est pas aussi décisif.

Sur ce plan, le Mexique est peut-être sur la voie de gagner son pari si l'on en juge d'après la structure de ses exportations. Ainsi, en 2012, parmi ses quatre principales exportations, les exportations de produits électriques, de produits de l'automobile, de machinerie et de biens industriels se classaient, respectivement, du premier au troisième rang des exportations, reléguant les produits pétroliers à la

quatrième place. Le Mexique a également fait son entrée dans le secteur de l'avionique, avec notamment l'ouverture d'une usine bombardier dans l'État du Querétaro.

D'un autre côté, l'avantage salarial chinois n'est plus aussi tranché. En fait, selon certaines analyses l'avantage en termes de productivité aurait déjà tourné en faveur du Mexique, et ce en raison des coûts de transport et de l'énergie, de l'amélioration des procédés de fabrication et de la forte inflation en Chine (Kamil et Zook, 2013). Cet avantage serait de l'ordre de 8 % selon le Boston Group Consulting, ce qui devrait porter de 20 à 60 milliards de dollars les retombées annuelles de l'ALENA sur l'économie mexicaine vers 2017 (BGC, 2013). Enfin, même si on a encore du mal à évaluer l'impact de la révolution énergétique en cours aux États-Unis, plusieurs analystes n'hésitent pas à affirmer que conjuguée à une inflation sous contrôle, une demande interne plus soutenue et de faibles taux d'intérêt, celle-ci devrait donner un nouveau coup de fouet à la production manufacturière américaine et, dans son sillage, stimuler l'économie mexicaine.

Terminie ux profit de s maquila s

Dans ce contexte, il ne faut pas trop se surprendre de l'optimisme ambiant. Ceci dit, quoiqu'on en dise, il reste que le Mexique tarde encore à décrocher son secteur de réexportation. Hormis le secteur automobile et peut-être celui de l'électronique toujours montrés en exemple, l'économie mexicaine profite encore assez peu du dynamisme de son secteur de *maquila s*, notamment en termes de création de réseaux d'approvisionnement locaux. Ce secteur est encore trop tourné vers l'extérieur et peine à gravir les échelons de la chaîne de valeur. En fait, sur ce plan, l'avantage demeure asiatique, sinon chinois. En Asie, la spécialisation fonctionnelle entre les pays y est plus grande et le commerce d'intégration plus poussé que dans la zone ALENA. Mais, à plus court terme, c'est sans doute sur le plan intérieur que se pose le plus grand défi : malgré le chemin parcouru depuis les années 1980, le Mexique n'a pas su dompter ses vieux démons de l'inégalité, du sous-emploi et de la violence.

Références : BBVA Bancomer (2013) «Mexico Economic Outlook», Economic Analysis, Servicio de Estudios Económicos del Grupo BBVA, Third Quarter 2013, Mexico; BCG Boston Group Consulting (2013) «Mexico's Growing Cost Advantage over China», Press Release, 28 juin 2013, en ligne: <http://www.bcg.com/media/PressReleaseDetails.aspx?id=tcm:12-139022>; Roberto H. Hernández (2012) «Economic Liberalization and Trade Relations between Mexico and China», *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 41, no.1, pp.49-96; Kamil, Herman et Jeremy Zook (2013) «The Comeback», *FD Finance & Development*, IMF, vol.50, no.1 (mars) pp.1-4.